

Paris, le 11 avril 2007

Chère Clémence, Cher Jean-François,

J'espère que vous allez bien, en tant que simples êtres humains, et que vous ne souffrez pas trop en tant que militants.

Je croise de temps en temps des anciens camarades en train de distribuer des tracts, et parmi eux des Strauss-Kahniens convaincus.

Mon gout du débat (et de la polémique) m'amène toujours à discuter avec eux et à mettre fondamentalement en question la candidate officielle du parti.

Ce qui avait motivé mon départ du parti est toujours d'actualité. Pire, mes craintes sont toutes surmultipliées maintenant que la bête estime être propriétaire du terrain et de ses serfs.

Vous connaissez sans doute ma position, à savoir que je vais voter Bayrou, au 1er et au 2ème tour. Je vais essayer de vous expliquer mes raisons dans ce (long) mail.

### **Un vote de gauche**

Premièrement, il doit être clair que je ne change pas de "camp" en votant pour F. Bayrou.

Je sais que l'hypothèse de ce vote rechigne énormément d'électeurs de gauche, en ce sens qu'ils se disent incapables d'un tel geste parce qu'ils auraient toujours voté à gauche.

J'ai moi-même toujours voté à gauche (sauf au 2ème tour de 2002 évidemment), et je compte rester fidèles à mes idées jusqu'à la fin de mes jours (si tant est que je puisse avoir des idées jusque là...).

Je dis bien fidèles à mes idées, et non à je ne sais quel camp.

L'engagement politique n'est pas un engagement militaire, où l'on aurait renoncé à son libre arbitre pour marcher au pas quelle que soit la direction à prendre, au seul motif que des "chefs" nous auraient montré cette voie.

Je vote donc à gauche en votant Bayrou et voilà pourquoi.

### **Pourquoi "pas Royal" ?**

Pourquoi pas en effet ? N'est-elle pas issue du PS ? N'est-elle pas sur des positions "de gauche" ? Tout simplement parce que je pense que cette femme fait peser sur la gauche française un grand danger, et qu'élue, elle va retarder la nécessaire mutation du PS vers une social-démocratie moderne.

Depuis la création du PS en 1971, et sa prise d'assaut par un Mitterrand aussi brillant que cynique, le PS est divisé en 2 gauches : la 1ère et la 2ème.

La 1ère gauche est fortement imbibée de marxisme-léninisme, jacobine, centralisatrice, pyramidale, toujours persuadé que le PC et l'extrême-gauche sont ou des alliés incontournables, ou des aiguillons nécessaires (ce qui était vrai jusqu'en 1981, mais qui ne l'est plus depuis).

La 1ère gauche pense que tout passe par l'Etat, que les citoyens sont plutôt des "sujets" qui attendent de lui l'organisation de l'essentiel de leur vie.

Cette 1ère gauche a une détestation de l'économie, de l'argent, de l'entreprise, qui en est le terrain de jeu naturel.

La première gauche n'aime pas beaucoup les idées, et préfère les principes et les symboles.

Hier porté par François Mitterrand, le représentant actuel de cette gauche, aujourd'hui, est Laurent Fabius.

La 2ème gauche, elle est une tenante de la pensée complexe, décentralisatrice, en réseau, tenante aussi d'une modernisation du socialisme, de son acceptation de l'économie de marché, d'un état régulateur, facilitateur.

Elle aime la notion de contrat, préfère que les partenaires sociaux se saisissent des problèmes et les règlent eux-même plutôt que de voir l'Etat, d'en haut, leur imposer par la loi, uniforme, et souvent loin de la réalité une solution unique.

La 2ème gauche a compris, il y a longtemps, que l'économie et le social marchaient la main dans la main, et qu'aucun progrès social ne serait possible sans une réhabilitation de l'entreprise, et une nouvelle forme de dialogue entre tous ses acteurs, et la réhabilitation du contrat face à la loi.

La 2ème gauche part du principe que les citoyens sont intelligents et responsables, capables d'être impliqués dans le diagnostic et la prise de décision.

La 2ème gauche, enfin, aime les idées, en produit beaucoup, et n'hésite pas à bousculer les dogmes.

C'est elle qui est à l'origine de la décentralisation, ou du RMI par exemple.  
Hier portée par un Michel Rocard, et un Delors, cette deuxième gauche l'est aujourd'hui par DSK.

Sur cette base, on pourrait penser que Royal fait évidemment partie de cette deuxième gauche !  
Il n'en est évidemment rien.  
Ségolène Royal est le faux nez de la gauche Zéro, celle qui se prend pour la deuxième en ayant les pratiques de la 1ère.

*Pour s'en convaincre, il suffit de regarder le CV politique de Mme Royal.*

Enarque, entrée en politique un peu avant un DSK en 1981 (et donc aussi éléphante que lui), elle n'est à l'origine d'aucune avancée politique dans son camp.  
En tant que "conseillère" à l'Élysée, elle travaillait dans l'ombre de J. Atali et n'a produit à l'époque rien qui ne soit connu ou archivé.  
Ministre, ou secrétaire d'état, elle a été falote, sans épaisseur, voire parfois caricaturale.

Qu'on se souvienne de "l'importance" du string au collège, ou du fait que "les enfants ne mentent jamais" dans les affaires de pédophilie où elle s'est laissée aller à des positions populistes et démagogiques, même après que les professeurs impliqués (mais suicidés) étaient blanchis par la justice.

Parlementaire, elle n'a présidé aucune commission, soumis aucune proposition de loi (à part la création de l'AOC Chabichou !), et souvent brillé par son absence.

Militante ou dirigeante du PS, elle n'a produit aucune contribution à aucun congrès de son parti en 25 ans, et particulièrement lors du dernier congrès du Mans, pourtant décisif au regard de l'échéance présidentielle qui suivait.

Elle n'a écrit aucun ouvrage majeur de réflexion idéologique.

Où sont ses clubs de pensée, ses think tanks, ses réseaux d'intellectuels associés ?

Nulle part, parce qu'il n'y en a pas.

Difficile de croire que quelqu'un qui dit vouloir construire le socialisme du XXIème siècle n'ait justement rien produit, écrit, proposé, en 25 ans pour l'exposer, le construire, le partager.

Il y a donc là une véritable escroquerie intellectuelle à présenter Mme Royal comme une sorte de nouvelle égérie de la pensée de gauche moderne.

*Il faut ensuite regarder les pratiques de la dame et les comparer avec les propos.*

La démocratie participative, véritable mantra Royaliste, semble à première vue une bonne idée non ?  
Il faut gratter un peu pour se rendre compte de la superficialité de sa mise en oeuvre, sinon du risque qu'elle induit vis-à-vis de son électorat.

Pour Royal - qui mérite la son nom - la démocratie participative relève du lien direct entre le monarque et le peuple.

Elle est donc par définition une populiste. On en revient aux cahiers de doléances d'antan.

Les doléances vont du bas vers le haut, sans remettre en cause ce lien du haut vers le bas. Il s'agit d'une posture paternaliste.

La démocratie participative, la vraie, c'est celle qui consiste à impliquer le citoyen audiagnostique, à la prise de décision, et cela ne peut se faire que dans la remise en cause des institutions et une nouvelle redistribution des pouvoirs.

On nous dit que les débats participatifs sont la preuve de l'efficacité de la démarche ?

Sauf qu'il suffit de comparer le programme du PS conçu avant ces débats, et le pacte présidentiel soi-disant conçu à partir des inputs de ces débats pour s'apercevoir qu'ils n'y ont contribué que très peu.

Pire, c'est de manière complètement opaque que l'intégration, le choix des idées à retenir a été fait, la plupart du temps par la candidate elle-même.

Il s'agit donc d'une mascarade.

La pratique collective du pouvoir ?

Mme Royal a toujours exercé le pouvoir de manière solitaire, autoritaire, sans collegialité, avec brutalité.

Comme ministre, et maintenant comme présidente de région, elle exerce un pouvoir opaque sans travail de groupe.

Il suffit de regarder les regards ahuris des membres de son équipe de campagne découvrant en direct, pendant les meetings ou les émissions radio/télé la nouvelle idée, la nouvelle proposition, la nouvelle loi, décidés par la candidate toute seule sans en référer ni parler avec son staff. Elle est imprévisible et solitaire, c'est à dire dangereuse.

Sin on ajoute à cela son incompetence, sa méconnaissance des dossiers, sa légèreté en matière internationale (la Chine, dont elle admire la vitesse de la justice, le Proche-Orient où le lundi au liban elle condamne le survol des troupes de l'ONU par les avions israéliens, et le lendemain, en israel, approuve le survol des troupes de l'ONU par les avions israeliens, tout en approuvant la construction du mur, bref sa capacité à dire une chose et son contraire; on voit le danger qu'elle représente.

*Je vois arriver alors l'argument de la misogynie, et là je dis stop !*

Disons-le, la femme a sa place dans la politique française. Et alors ? Le fait d'être une femme serait suffisant pour se qualifier ?

Derrère le procès en misogynie, il y a en fait une question en creux : est-ce que c'est parce que c'est une femme qu'elle fait l'objet de toutes les critiques (et en particulier des miennes) ?

Réponse : il ne suffit pas d'être une femme pour se qualifier, il faut simplement être à la fois compétent, producteur et porteur d'idées nouvelles, capable d'emporter et de faire bouger une équipe et avoir fait la preuve de tout ça dans sa vie politique. C'est tout.

Et non, le fait qu'elle soit une femme n'a rien à voir dans ma position et ma critique fondamentale. J'ai la plus grande admiration pour S.Veil par exemple.

Martine Aubry a fait la preuve de son efficacité comme femme politique ou comme Chef d'entreprise, Anne Hidalgo réussit comme première adjointe, etc., etc.

En fait cet argument est un gigantesque aveu de faiblesse.

Ce procès en anti-fémnisme, cette victimisation systématique est le mur derrière lequel Royal cache sa vacuité essentielle, et que ces supporters exploitent à fond.

Et si le principal problème de notre système politique était de ne pas promouvoir la femme, ce serait trop beau, et la preuve qu'il est pour le reste pas si mal, ce qui n'est pas le cas.

### **Mais alors, pourquoi Royal a été choisie?**

Si Royal est si mauvaise que ça, alors comment expliquer qu'elle ait pu être choisie par le PS ? Il faut revenir en arrière pour comprendre comment un tel "hold-up" a pu avoir lieu.

Après le choc de 2002, il est clair que l'année 2002 et 2003 ont été consacrées à la reconstruction, et tous les acteurs du PS ont été solidaires.

2004 voit la victoire écrasante du PS aux régionales - le PS croit alors qu'il a recouvré la santé et ne commence pas pour autant à bosser sur un nouveau projet.

Et se profile alors le référendum interne sur le le traité constitutionnel.

DSK a très vite pris position sur le sujet, en faveur du Oui.

On sait que Fabius hésite pour des raisons de positionnement politique (puisqu'il pense que son tour est venu), Hollande attend jusqu'en à fin août pour donner son avis, dans un jeu de chat et de souris avec Fabius.

A partir de ce moment, l'enjeu est celui de la bataille interne entre le Oui et le Non, et sur rien d'autre. Là encore, le projet passe à la trappe.

Les calculs pour la candidature sont remis à plus tard (et même plus tard qu'on le croit).

Après une campagne interne très dure, le OUI l'emporte en interne, et on croit Fabius mort politiquement, tant on n'imagine qu'il ne puisse se départir du vote interne.

Il n'en est malheureusement rien, et alors que le PS devrait construire son programme (nous sommes début 2005 quand même !), il bataille encore en interne.

Là aussi, pas de place pour un autre combat.

Après une campagne destructrice, où des "officiels" du parti battent l'estrade avec ses adversaires, le NON l'emporte.

DSK pense alors que pour Hollande, c'est cuit. Il ne reste plus que 2 candidats potentiels crédibles, Fabius et lui, et il sait avec certitude, que personne ne pardonnera à Fabius sa trahison.

Le congrès du Mans se prépare, Hollande décide d'y aller seul et il force son camp à le suivre, il gagne haut la main (58%).

Il a la possibilité de jouer le clivage net avec Fabius, mais pour des raisons de calcul, il va chercher à piéger Fabius dans une solidarité factice.

Que ce clivage fonctionne, et rejette Fabius dans l'opposition et le vrai combat va pouvoir commencer. Mais Hollande n'a pas renoncé à être candidat : il force la synthèse, remettant Fabius en selle, et isolant DSK.

Royal est déjà sortie du bois, même si personne n'y croit, pas même Hollande. L'hypothèque Jospin est peu crédible à l'époque (si tant est qu'elle l'ait jamais été).

DSK doit se plier au calendrier décidé par la majorité à laquelle il appartient. Le PS peut enfin se consacrer au programme, qui sera cependant conçu dans les hautes sphères, comme d'habitude. Hollande a décidé de plus de retarder au maximum la campagne interne, pour se donner le plus d'air possible.

Ce faisant, il laisse toute la place à Royal qui joue l'opinion contre le parti. A force de petites phrases iconoclastes, de remises en cause des positions du parti (les 35 heures, la sécurité, la carte scolaire), et de victimisation féminine permanente, elle se construit une popularité qui finit par l'imposer comme candidate crédible pour battre Sarkozy.

Sachant en plus que le PS a vu ses effectifs gonfler de 50% du fait de la campagne d'adhésion à 20 euros, dont la majorité s'est comporté en "fans" plus qu'en militants, et on a l'explication du phénomène.

L'analyse de cette séquence politique qui a amené à sa désignation a donc été un subtil jeu d'action et de rétroaction entre l'opinion, la presse, la sphère militante et les égos des uns et les calculs des autres et a amené à cette situation.

### **Pourquoi "Bayrou" ?**

Les analyses précédentes ayant été faites, en quoi la candidature de F. Bayrou vient régler le problème ?

Pour les raisons suivantes :

En tant que socialiste moderne de la 2ème gauche, je crois que la France mérite qu'enfin un pôle social-démocrate à vocation majoritaire voit le jour pour gouverner dans la durée, et s'aligner enfin sur la gauche européenne.

L'émergence de ce pôle social-démocrate nécessite que le PS passe dans le 21ème siècle et renonce à de vieilles analyses et postures et décide de faire son aggiornamento.

Or, il suffit de regarder en arrière pour voir que le PS a été incapable en 30 ans de faire cet aggiornamento, et qu'il a loupé en novembre la seule chance qu'il avait, avec DSK, de faire cette révolution en interne.

En choisissant Royal, sur la base d'une démocratie d'opinion, et non sur des bases politiques, c'est à dire en pensant que cette candidate avait comme principale qualité d'être "la seule" à pouvoir battre Sarkozy.

Le problème est qu'il s'avère finalement que cette candidate est non seulement incapable de battre Sarkozy, mais représente de plus un grand danger pour la gauche et le PS, tant elle est inconstante et sans vision.

Ceci étant dit, sachant que Royal va perdre, comment la modernisation du PS peut-elle s'opérer ?

En cas de victoire de Sarkozy, après l'échec, la bataille va recommencer entre les Fabiusiens et les Strauss-Kahniens.

F. Hollande a dit qu'il se retirerait de la direction du PS et il doit donc laisser la place.

Les nouvelles générations (Peillon, Dray, Boutin, Montebourg et cie) vont vouloir prendre le pouvoir.

Cela va donc être un foutoir sans nom où comme d'habitude, la confusion régnera.

Le PS perdra donc encore son temps et son énergie dans des batailles internes de pouvoirs et non dans son renouvellement.

Mais il existe un autre scénario, qui doit, permettre au PS à la fois de faire sa révolution et de gouverner.

*Ce scénario, c'est paradoxalement la disparition au 1er tour de Royal de la compétition, avec un second tour opposant Bayrou et Sarko.*

F. Bayrou s'est positionné clairement sur un discours social-démocrate, en rupture totale avec le camp sarkozien, et il est entouré de conseillers souvent venus du camp Strauss-Kahnien.

Il faut lire son livre (projet d'espoir), ou l'écouter en meeting, pour s'apercevoir que son discours, comme son projet sont fondamentalement sociaux-démocrates.

Europe, Institutions (VIème république), parlementarisation (proportionnelle), social-économie, laïcité : sur tous ces sujets, il a clairement pris des positions social-démocrates.

Le fait que deux groupes de très haut fonctionnaires de gauche, anciens collaborateurs de Jospin ou DSK (les spartacus, et les gracques) aient appelé à voter pour lui, ou à mettre en oeuvre une nouvelle majorité UDF-PS-Verts en est encore la preuve.

Cohn-Bendit lui même appelle à la constitution de cette nouvelle majorité.

Strassu-Kahn lui même (en opposition en cela avec Fabius qui voudrait une opposition frontale) a appelé Bayrou à rejoindre le pacte présidentiel de Royal.

C'est bien la preuve que l'idée de gouverner avec lui n'est ni folle, ni impensable, ni infaisable.

Donc, si Bayrou arrive à s'imposer au 1er tour, pour affronter N.Sarkozy, cela va être un choc extraordinaire, qui va aider le PS à faire sa mutation de manière bien plus facile.

L'UMP elle-même ne survivra pas à son élection : les éléments les plus sociaux de l'UMP (Borloo, méhaignerie, tous les radicaux de droite) le rejoindront naturellement.

Bayrou face à Sarkozy : Bayrou est élu les doigts dans le nez, avec les voix de la gauche.

Son électorat sera donc de gauche deux fois : aux gens de gauche qui, comme moi, auront voté pour lui dès le 1er tour, viendront s'ajouter les électeurs de gauche du second tour, que le PS aura logiquement appelé à voter pour lui officiellement.

Ainsi colorée, sa majorité présidentielle aura une dynamique de gauche, et aux législatives qui suivent, le nouveau parti démocrate que Bayrou a promis de créer si il gagne gagnera logiquement un nombre de députés suffisamment conséquent pour être incontournable.

Il faut savoir en effet que la dynamique de la victoire présidentielle donnera la main à ceux qui soutiendront le nouveau président, comme en 81 ou en 2002, où le PS (81) et l'UMP (2002) ont raflé la majorité absolue à l'assemblée.

Il n'aura probablement pas la majorité absolue, et devra donc s'associer au PS pour gouverner, puisque ce sont les voix de gauche qui l'auront élu.

Cela implique évidemment que le PS ira gouverner en connaissance de cause, et en accord avec le programme présidentiel pour l'essentiel.

Cet accord nécessitera la clarification immédiate au sein du PS.

Le débat entre les tenants assumés de la social-démocratie devront affronter pour la dernière fois les tenants de la 1ere gauche.

Ces derniers savent qu'ils ne peuvent pas gagner, et devront soit s'incliner, soit partir et créer une sorte de Links Partei à la française avec l'extrême gauche française, renonçant ainsi pour toujours à accéder aux manettes du pouvoir.

Les sociaux-démocrates auront alors les coudées franches, n'ayant plus à faire continuellement la preuve de leur socialisme auprès de juges internes, propriétaires autoproclamés de la marque "socialistes".

Ils seront la force principale d'une nouvelle majorité de gauche, modérée, équilibrée, mettant en oeuvre de nouvelles pratiques, décentralisées, et respectueuses de la démocratie.

**Et si il ne fallait retenir qu'un seul argument pour voter F.bayrou c'est qu'il est le seul qui peut nous éviter que Sarkozy devienne président !**

A la lumière de ce que j'ai dit précédemment, est-ce que cela ne suffit pas ?

Amitiés

Dominique Sciamma